

prix par homme-heure comprend tous les éléments aléatoires, les salaires directs de la main-d'œuvre, les frais fixes, les bénéfices et le reste.

Le prix ferme ajouté à cela, fondé sur un chiffre hypothétique—il peut être exact ou non—de 200,000 heures-homme, permettra de faire une comparaison assez juste des soumissions.

L'hon. M. Harkness: Une question complémentaire. Quelle partie des quelque cinq millions de dollars constitue le prix ferme?

L'hon. M. Drury: Je n'ai pas les chiffres par-devers moi, mais on m'a dit que c'était la plus grande partie. Si l'honorable député veut le savoir, je me renseignerai. Les soumissions ont été ouvertes publiquement hier.

[Français]

LES FINANCES

CRÉDITS DE LA BANQUE DU CANADA ET LES INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Les investissements américains qui cessent d'entrer au Canada seront-ils remplacés par des crédits correspondants, émanant de la Banque du Canada? Le ministre envisage-t-il cette optique économique?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question que pose l'honorable député semble avoir une portée trop étendue pour permettre qu'une réponse soit donnée, pour le moment.

[Traduction]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

LA CRÉATION D'UN SERVICE OU D'UN SECRÉTARIAT EN VUE D'ASSURER LA LIAISON

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au premier ministre. Comme il a dit à Toronto hier soir que des mesures de collaboration qui ne rogneraient ni l'autorité fédérale ni celle des provinces exigent une grande compréhension mutuelle, le gouvernement songe-t-il à établir un service spécial en vue d'assurer une liaison suivie entre les gouvernements fédéral et provinciaux, un ministère ou un secrétariat des affaires fédérales-provinciales?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous avons déjà, au sein du bureau du Conseil privé, un modeste secrétariat qui s'occupe des relations avec les provinces. Je sais que de temps à autre on a proposé de lui donner plus d'ampleur, ou d'organiser un service distinct, mais aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

L'APPLICATION DU RAPPORT SUR LA POLLUTION DES GRANDS LACS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. H. Aiken (Parry-Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, je désire poser au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales une question au sujet d'un problème urgent, la pollution des eaux. Puisqu'on a maintenant reçu le rapport de la Commission mixte internationale sur la pollution des lacs Érié et Ontario, quelles mesures le gouvernement prend-il pour donner suite aux recommandations qui y figurent?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques): Monsieur l'Orateur, ce que je compte faire d'abord, c'est de lire le rapport au cours de la fin de semaine.

M. Aiken: Apparemment, je n'ai pas le bon ministre. A titre de question supplémentaire, puis-je demander au premier ministre si le gouvernement canadien prend les dispositions voulues pour coordonner l'ensemble de la question des ressources hydrauliques qui, semble-t-il, est très enchevêtrée dans les différents ministères?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, il existe un comité du cabinet pour coordonner tous les éléments de la question.

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales? Le gouvernement des États-Unis, ou la Commission conjointe internationale, ou l'État de New York, a-t-il proposé à l'un ou l'autre ministère d'acheter pour les États-Unis, surtout pour l'État de New York, de l'eau du lac Memphrémagog?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la réponse est non.